



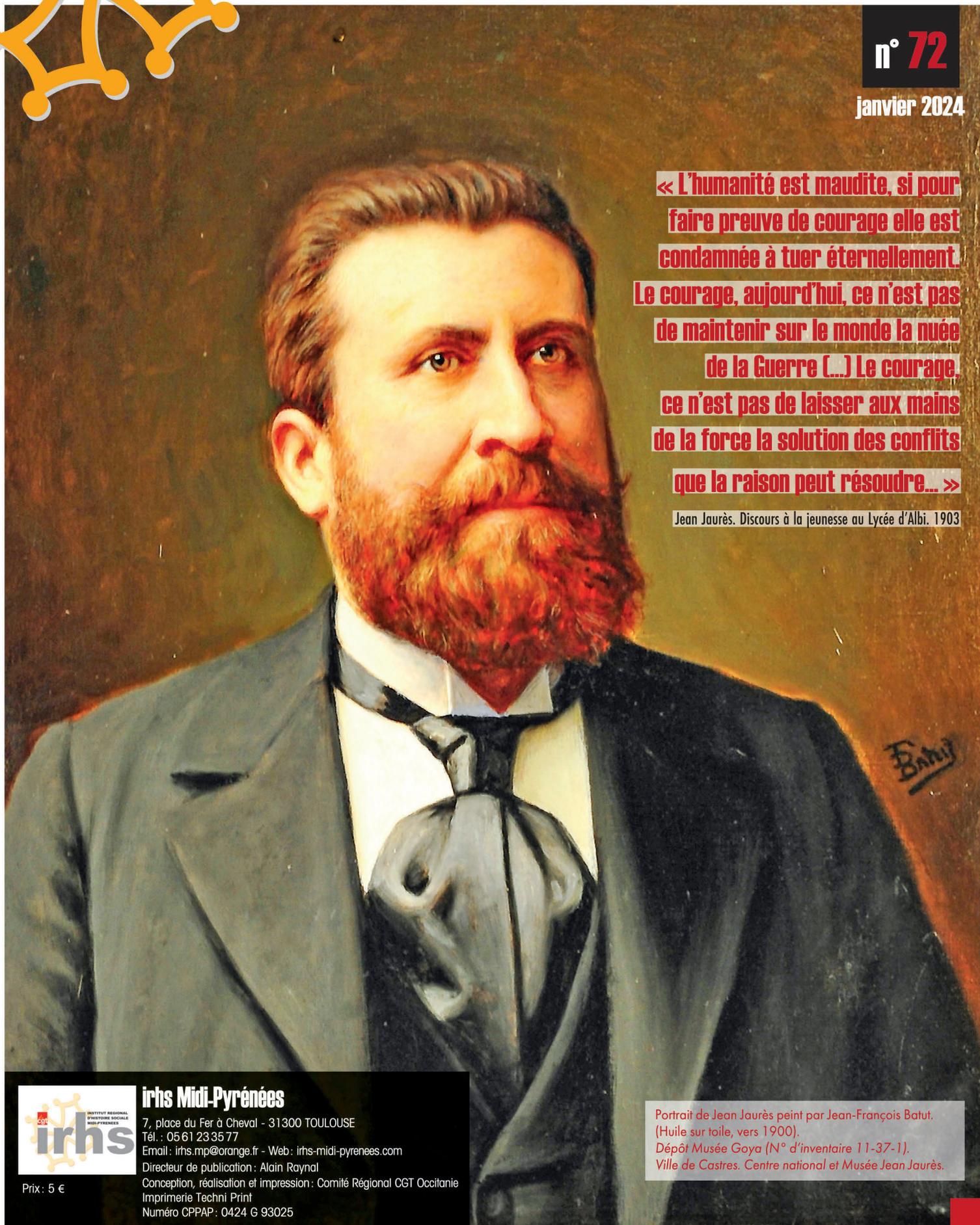
REPÈRES

d'histoire sociale en Midi-Pyrénées

Bulletin trimestriel de l'Institut Régional CGT d'Histoire Sociale de Midi-Pyrénées

n° 72

janvier 2024



« L'humanité est maudite, si pour faire preuve de courage elle est condamnée à tuer éternellement.

Le courage, aujourd'hui, ce n'est pas de maintenir sur le monde la nuée de la Guerre (...) Le courage, ce n'est pas de laisser aux mains de la force la solution des conflits que la raison peut résoudre... »

Jean Jaurès. Discours à la jeunesse au Lycée d'Albi. 1903



irhs Midi-Pyrénées

7, place du Fer à Cheval - 31300 TOULOUSE

Tél. : 05 61 23 35 77

Email : irhs.mp@orange.fr - Web : irhs-midi-pyrenees.com

Directeur de publication : Alain Raynal

Conception, réalisation et impression : Comité Régional CGT Occitanie

Imprimerie Techni Print

Numéro CPPAP : 0424 G 93025

Prix : 5 €

Portrait de Jean Jaurès peint par Jean-François Batut. (Huile sur toile, vers 1900).

Dépôt Musée Goya (N° d'inventaire 11-37-1).

Ville de Castres. Centre national et Musée Jean Jaurès.

→ Sommaire

Édito page 3

Colloque Guerres et paix

Toulouse, 25 novembre

Résumés des interventions page 4

IDHS 31

Orchestre national du Capitole

Une participation syndicale aussi page 7

Les donateurs de sang

Exemple, la cité de Pinsaguel page 8

7^{èmes} Rencontres Travail Cinéma

Journée régionale du 1^{er} décembre page 10

Reportage

Une journée de mars 1939 au camp de Septfonds ... page 12

Bulletin d'adhésion 2024

Institut Régional CGT d'histoire sociale Midi-Pyrénées

— Adhésion individuelle —

Nom Prénom
Adresse
Code postal Ville
Adresse mail :@.....

— Adhésion collective (Syndicats, Collectivités, Organisations...) —

Organisation
Adresse
Code postal Ville
Adresse mail :@.....

J'adhère à l'Institut Régional CGT d'Histoire Sociale Midi-Pyrénées et je m'abonne à la revue trimestrielle de l'Institut Régional (prix de l'abonnement compris dans la cotisation)

Individuel27 € Soutien*50 € (ou plus)
Collectif55 € Soutien*100 € (ou plus)

Je m'abonne seulement à la revue trimestrielle de l'Institut Régional: 15 €

Je m'abonne au cahiers de l'Institut National : 18 €
(à rajouter au tarif d'adhésion Individuel ou Collectif sans soutien ou à l'abonnement seul au bulletin trimestrielle de l'Institut Régional)

Renvoyer ce bulletin à :

Institut Régional CGT d'Histoire Sociale Midi-Pyrénées
7, place du Fer à Cheval • 31300 TOULOUSE

Accompagné du règlement (annuel) à l'ordre de :
IRHS-CGT Midi-Pyrénées



ipeca.fr

IPECA, LA PROTECTION SOCIALE DES PROFESSIONNELS DE L'AÉRONAUTIQUE ET DE L'AÉROSPATIAL CIVIL ET MILITAIRE.

IPECA œuvre, depuis plus de 70 ans, pour le bien-être de la communauté de l'aéronautique et de l'aérospatial civil et militaire.

Elle protège les femmes et les hommes de ce secteur dans tous les domaines de la protection sociale complémentaire, **collective ou individuelle**, en **santé** comme en **prévoyance**.

COMPLÉMENTAIRE SANTÉ / GARANTIE DÉCÈS / SURCOMPLÉMENTAIRE SANTÉ

Pour en savoir plus : **0 810 510 510** Service 0,05 € / appel * prix appel

IPECA PRÉVOYANCE - 5 rue Paul Barruel - 75740 Paris cedex 15
Institution de Prévoyance régie par le titre III du livre IX du code de la Sécurité sociale relevant de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR) 4 place de Budapest - CS 92459 - 75436 Paris cedex 09.

IPECA
UNE VIE À VOUS PROTÉGER

→ 1944 – 2024 :

Pour un ordre social plus juste

Le 8 septembre 2022, Emmanuel Macron lance le Conseil National de la Refondation. Pierre Moscovici, Premier Président de la Cour des Comptes, y déclare alors : « Refonder, qu'est-ce sinon préparer l'avenir, « ce fantôme aux mains vides qui promet tout et qui n'a rien » comme disait Victor Hugo ? ».

Dans la continuité de son premier quinquennat, le Président de la République, à l'instar de Nicolas Sarkozy qui avait récupéré Jean Jaurès et Guy Moquet, tente de brouiller les cartes politiques. Droite et gauche n'ont plus leur place selon lui. Ce jeu est dangereux quand la bête immonde rode et attend patiemment les prochaines Présidentielles. La Gauche a de quoi s'y perdre quand le juste rejet du projet de loi d'immigration se fait avec les voix des Républicains et du Rassemblement National. Après le rejet du Traité Constitutionnel Européen en 2005, cette même Gauche n'a peut-être pas tiré tous les enseignements de ces « victoires ».

Le 15 mars 1944, le Conseil National de la Résistance adopte son programme : « les jours heureux ». Cette année, nous en célébrerons donc les 80 ans. Il ne faut pas y voir là une quelconque facilité à se remémorer des moments de l'histoire. Non, je vous invite à relire les propositions qui sont faites. Elles sont toujours d'une actualité brûlante. Au-delà, c'est sur la méthode qu'il faut aussi s'arrêter. On peut lire en préambule

du programme : « Aussi les représentants des organisations de la Résistance, des centrales syndicales et des partis ou tendances politiques groupés au sein du C.N.R., délibérant en assemblée plénière le 15 mars 1944, ont-ils décidé de s'unir sur le programme suivant, qui comporte à la fois un plan d'action immédiate contre l'opresseur et les mesures destinées à instaurer, dès la Libération du territoire, un ordre social plus juste. »

En 2023, lors du combat face à la contre-réforme des retraites, les organisations syndicales ont démontré leur rôle incontournable pour construire un ordre social plus juste. Comme l'a initié l'union départementale CGT Haute-Garonne (1), la CGT doit jouer un rôle sur la sphère politique. Nous ne devons pas douter de notre capacité de gagner de nouveaux conquies et aller vers des jours heureux. Pour conclure, je reprendrais aussi à mon compte quelques mots de Victor Hugo, extraits des Misérables : « Le scepticisme est la carie de l'intelligence ».

Boris Beaudoin
IDHS – CGT Haute-Garonne

(1) Le 28 juin, l'UD CGT 31 avec la FSU et des organisations politiques ont établi une déclaration commune d'intentions avec quatre mesures d'urgence : <http://www.cgt31.fr/wp-content/uploads/decla-intentions-partis-OS2-3.pdf>

→ Dates à retenir

Le CNR : un programme toujours d'actualité

RENCONTRES-DÉBATS

MONTAUBAN

Jeudi 14 mars 2024

(17 h - 22 h) (Salle à préciser)

Avec Jérôme Beauvisage

IHS national

PAMIERS ou FOIX

Vendredi 15 mars 2024

(lieu à préciser)

Avec Philippe Leclerc

président IRHS Midi-Pyrénées

➔ À pleines voix pour construire la paix

En cette fin novembre, en Ukraine, au Proche-orient, au Sahel... Les bombardements et autres atrocités guerrières sèment le chaos et tuent des populations innocentes par dizaines de milliers. Les dirigeants des pays dit « grands » poursuivent une course folle aux armements. Le Conseil départemental de la Haute-Garonne, les Amis de Jean Jaurès à Toulouse et le journal « l'Humanité » ont en commun organisé une initiative fort bien venue en ces temps de guerre pour oeuvrer à la paix. Historiens, journalistes, politiques ont croisé leurs analyses et propositions autour de fructueux échanges.

Nous publions ci après de courts, trop courts extraits ou résumés des interventions de quelques invités.

Un compte-rendu journalistique a été publié dans « L'Humanité Magazine » daté du 11 janvier 2024.

Par ailleurs les Amis de Jaurès à Toulouse publie sur leur site - <https://www.amisdejaures-toulouse.info> - les interventions dans leur intégralité.

Autres intervenants :

Les historiens : Sylvain Venayre « *L'opinion publique européenne et les guerres lointaines* » ; Rémy Cazals « *Les petites paix des tranchées en 1914-18* » ; Alexandre Riou « *Guerres et paix en Europe centrale et orientale* ».

Les journalistes : Pierre Challier « *La Dépêche du Midi* », « *Témoignages sur les points chauds du globe* ». Thomas Wieder « *Le Monde* », « *La perception de la guerre et de la paix en Allemagne et en Europe centrale* ».

Rémy Pech

(Université Toulouse Jean Jaurès)

La II^{ème} Internationale et la paix

« Dénoncé dès 1895 par Jaurès, le danger permanent de la guerre, inhérent au fonctionnement même du mode de production capitaliste est devenu de plus en plus menaçant au fil des années. La II^{ème} Internationale ouvrière, fondée à Paris en 1889 était fondée sur l'autonomie des partis nationaux qui l'avaient constituée. Son objectif premier était de favoriser l'unité et la coordination de ces partis afin de préparer la révolution mondiale et de revendiquer dans l'immédiat des avancées sociales, la journée de luttes du 1^{er} mai étant affichée comme un symbole et un instrument de mobilisation universels. La montée des périls oblige l'Internationale à se préoccuper du maintien de la paix à partir de 1900. Mais elle peine à proposer une stratégie efficace pour faire obstacle au déchaînement des conflits. La grève générale, approuvée au congrès de 1907 à Stuttgart n'arrive pas à être mise en place et en juillet 1914 l'Internationale est impuissante à enrayer le déclenchement de la terrible hécatombe et ne se relèvera pas de cette faillite.

De récentes recherches (Ducange, Marcobelli, Delalande) ont revisité, à travers les archives des Congrès et du Bureau socialiste international de Bruxelles, les carences de l'Internationale et tenté d'analyser la montée des périls au miroir des nationalismes européens et des rivalités impérialistes. Un bilan en sera présenté avec le souci d'en tirer des enseignements au moment d'une crise

majeure des institutions multilatérales face au déchaînement des guerres. »

Gilles Candar

(président de la Société d'études jaurésiennes)

La guerre et la paix, Jaurès et nous

« Jaurès, combattant de la paix, assurément. Il en est d'une certaine manière à la fois le poète, la célébrant et expliquant comment elle est nécessaire à l'avènement d'une société fondée sur la justice, et le stratège, s'efforçant comme politique de lui trouver un chemin dans la situation politique tendue et complexe de la France, de l'Europe et du monde à la charnière des deux siècles.

« *L'humanité est maudite, si pour faire preuve de courage, elle est condamnée à tuer éternellement.* » explique-t-il aux jeunes lycéens d'Albi dans un de ses discours les plus célèbres, le « discours à la jeunesse » (1903). Et en même temps, dès qu'il peut, il siège à la commission de la guerre de la Chambre des députés, se passionne pour les questions de stratégie, de l'art militaire depuis l'Antiquité jusqu'à l'époque contemporaine, et il écrit un grand livre, *L'Armée nouvelle* (1910) afin de réorganiser la défense nationale de son pays. Jaurès combat la guerre, il ne l'ignore pas. Il la « pense » aussi, comme l'a écrit l'historien Vincent Duclert, à la fois en politique, en révolutionnaire et en homme d'État, en humaniste préoccupé de « l'avenir » (le dernier mot qu'il ait écrit, publié dans *L'Humanité* du 31 juillet 1914, rappelons-le au passage.

Nous pouvons donc essayer de penser à notre tour, non « comme lui » ou nous demandant « ce qu'il aurait fait ? », mais « avec lui » comme le recommandait Madeleine Rebérioux (1920-2005), l'historienne essentielle des études jaurésiennes. Il n'existe sans doute pas une seule manière jaurésienne de penser le monde d'aujourd'hui, ses conflits et ses chances de paix, mais il est peut-être possible avec Jaurès de rappeler quelques principes, d'analyser quelques conflits qui déchirent et défigurent notre commune humanité et d'esquisser quelques perspectives qui permettraient d'espérer qu'en effet, l'humanité n'est pas totalement et irrémédiablement maudite ».

Nadine Picaudou-Catusse

(Université Paris I Panthéon-Sorbonne)

Le Proche-Orient une poudrière depuis les années 1920

« Au Proche-Orient, l'Histoire n'en finit pas de broyer les hommes, imposant plus que jamais une mise en perspective historique capable d'éclairer les conflits contemporains. Au commencement était une guerre impérialiste, la Première guerre mondiale, qui se solda au Proche-Orient par la défaite de l'Empire ottoman, un éclatement territorial de la région imposé par les intérêts stratégiques des puissances occidentales (Grande-Bretagne et France), la greffe brutale du modèle politique de l'Etat national sur une vieille culture d'Empire, la politisation enfin des communautés ethniques et confessionnelles locales, clientélisées par les puissances européennes, véritables apprentis-sorciers.

Au lendemain de la Seconde guerre mondiale, la naissance de l'Etat d'Israël fondé sur une logique de colonisation de peuplement, les antagonismes régionaux surdéterminés par la guerre froide sur fond d'exploitation pétrolière, la multiplication des conflits civils et l'écrasement des peuples par des oli-

garchies claniques prédatrices n'ont fait que prolonger et aggraver les germes de conflit semés dans les années 1920.

De puissants facteurs de guerre sont toujours à l'œuvre dans le Proche-Orient d'aujourd'hui, qu'il s'agisse de la multiplication des ingérences étrangères, de la persistance d'une question coloniale, de régimes autocratiques délégitimés, de formations nationales précaires ou de profondes fractures communautaires qui contribuent à la difficile émergence de la citoyenneté. »

Patrick Le Hyaric

(Député européen 2009-2019, Directeur de L'Humanité 2000-2021)

Gagner la paix et la sécurité humaine

« En cette fin de l'année 2023, notre monde marche-t-il tête baissée vers un gouffre géopolitique pouvant l'engloutir ?

De multiples foyers de tensions, de conflits et de guerres grondent. Que portent la guerre en Ukraine et le feu total déclenché au Proche-Orient par l'État d'Israël



Brochure CGT Droit à la paix et à la sécurité, avril 2008.

Suite →

en représailles aux abominations de l'entité terroriste du Hamas avec son cortège de morts et de déplacements de population ?

Notre humanité est menacée par les bouleversements climatiques désormais palpable par des milliards d'individus à travers le monde alors que la biodiversité recule.

Créer les conditions d'une sécurité humaine globale implique d'urgence de faire de la paix un projet politique. Cela dépend de l'action des travailleurs et des peuples qui n'en peuvent plus d'être insérés dans un système où prime la guerre économique, et « les guerres de proie » comme les qualifiait Jean Jaurès dans le cadre d'une tentative de reconstruction d'empires.

Mais il n'y a pas de paix sans résolution des grands problèmes auxquels sont confrontés les citoyens du monde et leur environnement : inégalités, surarmement, concurrence de tous contre tous, dérèglements climatiques, insécurité sociale, sanitaire, alimentaire, énergétique, d'accès à l'eau, à l'éducation et à la culture.

Le texte de Jean Jaurès préparé pour le grand meeting commun avec le parti socialiste allemand le 9 juillet 1905, résonne d'une puissante actualité : « *Le monde apaisé sera plus riche de diversité et de couleurs que le monde tumultueux et brutal. C'est la guerre qui est uniformité, monotonie, refoulement : « l'arc de la paix » avec toutes ses nuances est plus varié que le violent contraste de la nuée sombre et de l'éclair dans le déchaînement de l'orage* ».

Fidèle à ces engagements, notre colloque peut être un moment de la construction de « l'arc de la paix » et d'une sécurité humaine globale. »

Fabien Gay

(Sénateur, directeur de L'Humanité)

La paix : un projet politique

« Un état de sécurité des peuples, c'est bien sûr l'absence de conflit armés, mais

c'est aussi la possibilité de vivre dignement, de manger à sa faim, d'avoir accès à l'eau et à l'énergie, à la culture... La paix englobe l'absence de guerre, mais ne s'y résume pas. C'est aussi une manière de vivre ensemble.

La logique belliciste sous toutes ses formes doit être combattue. Elle prend sa source et se renforce dans le lit du nationalisme, du repli sur soi identitaire, du racisme, qui conduisent à des injustices et des discriminations, jusqu'à la haine.

Elle se renforce également par le colonialisme, et la situation actuelle en Israël et en Palestine l'illustre (...)

Il n'y a pas de paix durable dans le capitalisme forcené qui est le cadre dans lequel nous vivons, dans cette course au profit délétère qui passe par les voies de la domination par quelques-uns du plus grand nombre, par certains pays ou groupement de pays sur d'autres. Cela ne peut mener qu'à la surenchère et à la destruction. Le capital a intérêt à la guerre.

A l'inverse, la paix suppose qu'il n'y ait pas de division entre les peuples, que l'égalité en droit soit respectée. La paix véritable, la paix comme projet politique, au contraire, c'est une société juste, de partage des ressources et des richesses. C'est le choix de la justice plutôt que de la vengeance, c'est la voie de la diplomatie plutôt que de la surenchère guerrière destructrice, dont la jeunesse envoyée par les puissants comme chair à canons est toujours la quatrième victime.

Pour notre part, au journal « L'Humanité », nous portons cet héritage de notre fondateur dans cette période de tumultes. Nous faisons le choix des peuples, de l'analyse et non de l'émotion, des faits et non des fake news, de donner les paroles aux acteurs de la paix bien souvent menacés ou en danger ».

→ **La CGT et la Paix, un long combat.**

Presque 30 ans avant la création de la CGT en 1895, l'Association Internationale des Travailleurs (AIT) avait voté une résolution qui est resté une référence pour le syndicalisme révolutionnaire :

- La guerre pèse principalement sur la classe ouvrière
- La paix armée paralyse les forces productives
- La paix, première condition du bien-être général
- La guerre a pour cause première et principale le paupérisme et le manque d'équilibre économique
- Pour arriver à supprimer la guerre, il ne suffit pas de licencier les armées, mais il faut modifier l'organisation sociale dans le sens d'une répartition toujours plus équitable de la production

Partant de cette résolution, on peut affirmer avec évidence que le syndicalisme CGT est pour la paix. Pourtant cette question a fait et fait toujours l'objet de controverses dans l'histoire du syndicalisme et a même parfois contribué à sa division.

1^{ère} guerre mondiale avec l'union sacrée et ses opposants, guerres coloniales, montée du fascisme, 2^{ème} guerre mondiale et résistance, guerres d'Indochine et d'Algérie, mouvement de la paix, etc. rien n'échappe à l'analyse du président de l'IHS CGT Gilbert Garrel. Ses éclairages précieux sont regroupés dans un livre de la série Repères historiques*, élément indispensable à tous les militants, surtout dans la période actuelle, pour comprendre le positionnement de la CGT et en échanger sereinement avec les syndiqués et son entourage.

* Disponible dans vos UD, IDHS ou le site de l'IHS.CGT

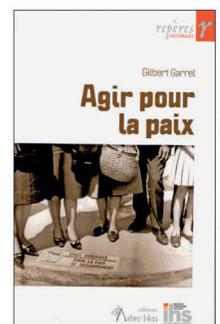


Photo livre CGT Paix Garrel

➔ Orchestre national du Capitole Une partition syndicale aussi

Né dans les années 1960 de la fusion entre l'Orchestre du Capitole et l'Orchestre symphonique de Toulouse-Pyrénées, labellisé « national » en 1981, l'Orchestre national du Capitole a pris une dimension internationale parmi les plus prestigieuses. Fort de cent vingt-cinq musiciens-nes, il est régulièrement invité sur les grandes scènes mondiales. Successivement dirigé par Michel Plasson puis Tugan Sokhiev, Tarmo Peltokoski prendra prochainement la relève.

Le syndicat CGT y est très largement majoritaire parmi les personnels. L'une des musicienne emblématique de l'orchestre, Bernadette Silvand témoigne de cette belle aventure à la fois musicale, et syndicale aussi.

Quand, en 1967, je suis entrée au Capitole, comme musicienne, celui-ci était davantage renommé pour l'opéra que pour ses concerts. C'était un orchestre composé de professionnels et de semi-professionnels, tout comme le Chœur du Capitole. Si j'étais sensibilisée au syndicalisme grâce à mon père, j'avoue que mes premières années au sein de l'orchestre ne m'ont pas poussée à m'inquiéter de savoir si un syndicat y existait ou pas. En mai 1968, engagée dans le mouvement étudiant (je continuais mes études au Conservatoire, en plus de l'orchestre), j'ai commencé à me « réveiller ». En 1968, l'arrivée de Michel Plasson comme chef d'orchestre à Toulouse a chamboulé beaucoup de choses. Peu à peu, sous son impulsion, l'orchestre s'est tourné autant vers le symphonique que vers l'opéra. Mais aussi s'est davantage professionnalisé. En 1972, grâce à Marcel Landowki (ministre de la Culture) et son « plan décennal pour la musique », l'orchestre devient Orchestre National du Capitole. L'effectif de l'or-

chestre augmente, des concours sont lancés, et de nouveaux musiciens et musiciennes arrivent à Toulouse. Renouveau aussi dans les contrats, les musiciens étant contractuels de la Mairie de Toulouse. Et cela ne se fait pas sans heurts... auditions de contrôle, dégradation de l'ambiance entre les musiciens... tout cela finit par réveiller certains musiciens décidés à défendre leur situation. C'est alors qu'un régisseur, M. Herlant, me demande si ça ne m'intéresserait pas de remonter le syndicat CGT des musiciens (resté en sommeil depuis plusieurs années). Ne me sentant pas assez costaud pour le faire, c'est Raymond Silvand, arrivé à l'orchestre en 1972, qui prend contact avec le Syndicat National des Artistes Musiciens (CGT), à Paris, et l'action démarre. Déplacement à Toulouse de responsables nationaux, discussions avec les musicien.ne.s, le Syndicat de Toulouse

se remet en marche. Si l'ensemble des musicien.ne.s est plutôt favorable à la présence du syndicat dans l'orchestre, certain.e.s penchent pour une affiliation à FO (majoritaire à la Mairie de Toulouse), d'autres souhaitent affirmer leur profession d'artistes musiciens et une affiliation au SNAM-CGT. Même si beaucoup renâclent à la vue de CGT associé aux musiciens, finalement, c'est bien ce syndicat qui accède aux responsabilités de délégués du personnel (80 à 90%) depuis sa re-création. Les années passant, la société évoluant, les « anciens » sont remplacés par de jeunes musicien.ne.s habitués aux luttes étudiantes, et le Syndicat des Artistes Musiciens Midi Pyrénées (SAMMIP) prend toute sa place au sein de l'orchestre. Le syndicat FO n'y est plus représenté, remplacé par le SNEA, syndicat d'enseignants et artistes, qui réunit quelques enseignants



Bernadette Silvand (lors de son départ en retraite 10 décembre 2006) avec Tugan Sokhiev.

Photo D.R.



Suite →

encore présents dans l'orchestre ainsi que quelques réticents au sigle CGT (en 1987 le SNEA a étendu son champ de syndicalisation aux artistes, et en 2001 s'est affilié à l'UNSA). Les nombreuses actions du SNAM-CGT pour la défense des Orchestres, de la profession (concerts de soutien pour différents orchestres menacés, concert « des mille », lancement d'une loi d'orientation et de programmation pour la culture, soutiens d'actions en justice, participation aux actions syndicales nationales, etc) démontrent l'attachement des musicien.ne.s Toulousain.e.s au SNAM-CGT. La confiance envers le SAMMIP-CGT se maintient, en élisant à plus de 80% de voix des délégués du personnel proposés par la CGT. Par deux fois, des membres du SAMMIP musiciens de l'ONCT ont été élus présidents du SNAM, Raymond Silvand et Yves Sapir. Cependant un nouveau tournant en 2022, transformant l'ONCT et le Théâtre National du Capitole en EPIC apporte une nouvelle façon de fonctionner... une page se tourne !

(A suivre)

Bernadette Silvand

PS : dans la continuité de mon activité syndicale, je remercie « Radio Mon País » de m'avoir permis pendant vingt ans de partager ma passion pour la musique classique avec ses auditeurs, pendant lesquels j'ai tous les matins essayé de démontrer que la musique classique n'est pas réservée à une élite, mais juste une histoire d'écoute et de partage, comme pour toutes les musiques.

→ La cité des donneurs de sang de Pinsaguel

Dès la création en 1956 du Centre de transfusion sanguine de Toulouse, les salariés des grandes entreprises toulousaines, dont ceux de l'ONIA, tinrent un rôle actif pour la collecte de sang. « L'Amicale des donneurs de sang » contribua également à la construction de la cité HLM de Pinsaguel.

A la fin des années quarante, et le début des années cinquante, les prélèvements sanguins s'effectuaient seulement dans les hôpitaux. La raison en était que jusqu'à la fin de la guerre, la transfusion s'effectuait principalement de bras à bras à cause de la coagulation du sang dans les flacons de verre dans lequel il était stocké. Sur Toulouse, aucune structure digne de ce nom, n'existait pour conserver, analyser, et étudier ses caractéristiques, afin de répondre aux patients qui en nécessitaient. L'amélioration des techniques de conservation du sang à l'état liquide permit de développer la collecte. Dès 1928, l'hôpital Saint Antoine à Paris, précurseur dans ce domaine, réalisa les premières conservations, mais l'essor de cette technique arriva tardivement dans les structures du pays. Devant ce constat, et les besoins croissants, en 1956, Charles Lefebvre, doyen de la faculté de médecine de Toulouse, créa le Centre de Transfusion Sanguine, ainsi que le Centre de Recherche Hématologique. Parallèlement, il mit en place des brigades mobiles de prélèvements. L'agglomération toulousaine deviendra une zone pilote dans le domaine de la collecte. Il démarra, avec ses équipes toutes les grandes entreprises de la région, et bien sûr l'ONIA. Les salariés, accompagnés par les médecins, et les infirmiers de l'usine, répondirent favorablement à cette action de solidarité. L'exemple type est symbo-

lisé par Henri Trumpff. Ce dernier, en novembre 1970, offrait son 162^{ème} don, soit un équivalent de 63 litres. Et ce ne fut pas le dernier. L'intérêt que portait le personnel à ce geste de fraternité entraîna la création, avec le soutien du Comité d'Entreprise, de « L'Amicale des donneurs de sang ». Elle s'avérera être la première société de donneurs de la région toulousaine. La cité du Récébédou vieillissante, où étaient hébergés plusieurs familles, et la cité HLM Papus (Habitations à Loyers Modérés) construite à partir de 1948 pour le personnel de l'ONIA, avec ses cinq à six cents logements en 1960, répondaient en partie seulement aux besoins des 3.200 personnes oeuvrant sur l'usine.

Une cité née de la volonté de l'Amicale des donneurs

La cité de Pinsaguel est le résultat de la volonté de ses salariés, après la Libération, à habiter dans un appartement où les besoins sanitaires et d'espace essentiel soient respectés. Une loi votée en 1953 obligera les entreprises à consacrer, au titre de construction de logements HLM, 1 % de la masse salariale de leur établissement. Ceux qui n'étaient pas hébergés dans ces cités, résidaient à Toulouse, et sa périphérie, dans des logements où les chambres étaient exigües, insuffisantes du fait de l'accroissement de la population, où n'existaient pas de salle de bain, de WC, ou alors sur le palier, tel, les vieilles bâtisses de la place Saint Georges, des Salins... En 1958, Prosper Nakache, infirmier (frère d'Alfred Nakache, champion olympique de natation), lors d'une réunion de bureau de l'amicale, invita Emmanuel Abadie du centre de transfusion de

Purpan. Il exposa le projet, en cours de réalisation, d'une cité de donateurs à Gratentour par la SCHLM (Société Coopérative d'HLM) située rue des Chalets à Toulouse. L'amicale soumit cette idée à leurs adhérents. Ceux-ci répondirent avec enthousiasme à cette proposition. Ils missionnèrent Antoine Deguilhem, Prosper Nakache, Georges Rolland et Henri Delor pour qu'ils recherchent des terrains afin de bâtir une cité pavillonnaire. Un espace était libre à Lafaourette, entre les cités Papus, et Bagatelle, mais la Mairie de Toulouse le réquisitionna pour un projet d'immeubles. Ils prospectèrent sur Portet-sur-Garonne où ils n'obtinrent pas de réponse adéquate.

Ils se dirigèrent vers la commune voisine de Pinsaguel. Là, le Maire, Paul Vieillard, les renseigna sur l'intention qu'avait madame Cazaulon de se séparer de trois parcelles aux lieux-dits Malasang, La Vigne, et Grand Champ. Elle céderait les terrains à un prix très intéressant, à la seule condition que son nom soit donné à une rue. Ils s'empressèrent de lui donner satisfaction. Afin de bénéficier de conditions financières avantageuses, ils se regroupèrent en coopérative, et adhérèrent à la société d'HLM de la rue

des Chalets. Antoine Deguilhem fut élu Président. Mélanie Deguilhem, sa mère, hébergera le siège de l'association chez elle, au 19, rue Fourcade à Toulouse. En 1961, l'architecte de la SCHLM des Chalets, Théo Barette soumit les plans à l'amicale. L'urbanisation aussitôt terminée, ils baptisèrent l'Avenue Cazaulon. Au mois d'octobre 1962, les 78 premiers pavillons terminés, les primo accédants entrèrent dans leur nouvelle et pimpante habitation. Après bien de péripéties, le 24 septembre 1965, une deuxième tranche, de 118 pavillons supplémentaires sortit de terre, gérée cette fois-ci par Gilbert Bonnet, toujours secondé par Antoine. Dans cette nouvelle cité, l'amicale souhaita que 25 % des nouveaux pinsaguelois soient issus d'entreprises extérieures, comme l'EDF, la Cartoucherie, Air France, la Régie des Tabacs... L'architecte Henri Brunerie dessina les plans du nouveau lotissement. Toujours sollicité par les salariés, Antoine Deguilhem prit en charge la présidence de la troisième et ultime tranche de construction de villas. L'afflux d'enfants de tout âges entraîna l'ouverture de classes supplémentaires, d'un centre commercial, de structures sportives, médicales. L'alimentation par la vieille citerne d'eau devenue insuffisante, la Mairie n'ayant pas les

moyens financiers, ils ne durent leur salut qu'à l'intervention d'Antoine Deguilhem. Après avoir sollicité et reçu le soutien du ministre du logement, Jacques Maziol, et face à quelques pinsaguelois qui s'opposaient à ces « nouveaux venus », celui-ci s'adressa cette fois-ci au ministre des Travaux Publics de l'époque, Robert Buron, pour qu'un nouveau château d'eau soit érigé. Son passé de résistant et de combattant en Afrique du Nord, lui permit de franchir ces obstacles. Et un nouveau réservoir apparut dans le paysage. En peu d'années, la petite bourgade de bords de Garonne, où les « pescaires » toulousains venaient taquiner le goujon, vit son nombre d'âmes doubler, voire tripler. L'intégration, difficile dans les premières années, s'effectua bon an, mal an, jusqu'au jour où, complètement assimilés, les pinsaguelois élisent un de ces nouveaux résidents, maire du village..

Armand Casse

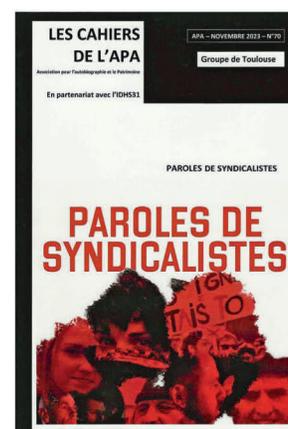
Sources :
 Famille Antoine Deguilhem. Articles des revues d'entreprise de l'ONIA, de l'APC. Archives du Comité d'entreprise de l'ONIA. Archives municipales de Toulouse.

IDHS 31 - APA

→ « Paroles de syndicalistes », une réussite

A l'initiative du partenariat entre l'APA (Association pour l'autobiographie et le Patrimoine Autobiographique) et l'IDHS de Haute Garonne, une lecture théâtralisée composée d'extraits de textes écrits par des militants syndicalistes, a connu un franc succès samedi 25 novembre à la Bourse du travail de Toulouse. Mis en scène et en musique par des professionnels du spectacle, les textes étaient lus par des syndicalistes CGT et des membres de l'APA.

Dominique Charrier, militante dans les deux associations remercie la centaine de participant.e.s à cette soirée ainsi que les actrices et acteurs de ce projet porté depuis plusieurs mois. « Vous dire toute ma joie que ce projet, avec ces deux associations qui me tiennent particulièrement à cœur, se soit concrétisé et ait donné naissance au cahier et au spectacle « Paroles de syndicalistes... Dire aussi le plaisir qu'ont été pour moi ces mois passés à m'impré-



Brochure ADA - IDHS 31

gnier de tous ces textes, à lire la constance et la ténacité de l'engagement de ceux qui les ont écrits ».

La brochure regroupant ces différents témoignages de syndicalistes est disponible à l'Institut d'Histoire Sociale CGT de Haute Garonne.

➔ **Comment concilier industrie et environnement ?**

Pour les syndicats il ne s'agit plus de privilégier l'emploi sur la protection de l'environnement mais d'associer les deux. Lors des 7^{èmes} Rencontres régionales Travail et Cinéma, des films et débats ont traité de ces questions.

Travailler sans nuire à la santé

Pour leur 7^{èmes} édition, les Rencontres régionales Travail et Cinéma, le 1^{er} décembre 2023 à Toulouse, avaient pour thème Environnement, Travail, Syndicalisme. Quelles interactions ? La question environnementale est aujourd'hui indissociable de nos modes de production, de consommation et de transports.

Comment avancer ?, interrogeait la table ronde suivant la projection des films (voir encadrés). « *La réindustrialisation de nos territoires est indispensable* », affirme d'emblée Ludovic Arberet, représentant CGT au Comité économique, social et environnemental régional (Ceser). L'industrie, oui, mais pas dans n'importe

quelles conditions. Ludovic Arberet le rappelle : « *La prise en compte des questions environnementales par les syndicats et la CGT n'est pas si vieille (...). Longtemps on a fait passer l'emploi avant la santé.* »

Ce temps semble révolu. Des usines propres, respectueuses de l'environnement et de ceux qui y travaillent, paraissent faire consensus... sauf auprès des groupes industriels lorsqu'ils délocalisent la production vers des pays où les normes environnementales sont beaucoup moins strictes, voire inexistantes. « *Pas question d'externaliser à l'étranger la pollution* », prévient Ludovic Arberet, ingénieur de l'environnement et de l'agriculture. Il voit dans de telles pratiques une forme de « néocolonialisme ». Ainsi, après un débat public très animé, le tungstène ne sera pas de nouveau exploité à Salau, dans l'Ariège, mais pourrait être extrait dans de moins bonnes conditions à l'autre bout de la planète. Pour Philippe Leclerc, « *le problème environnemental est planétaire* ». Le président de l'IRHS Midi-Pyrénées s'interroge sur nos besoins et nos modes de vie : « *Nous ne sommes pas dans une société de conservation mais de consommation.* » Plutôt que de privilégier un usage long des objets, nous sommes poussés à les renouveler sans cesse, occasionnant ainsi gaspillage et atteintes à l'environnement...

En substance, Ludovic Arberet considère que, dans la mesure du possible, ce qui est consommé en France doit être produit

en France. « *Sauf que pour faire de l'industrie, poursuit-il, il faut de l'énergie. Et comment développer un modèle industriel lorsque le prix de l'électricité fluctue, fait l'objet de spéculation sur les marchés financiers ?* » Une stratégie globale visant à préserver l'environnement se trouve ainsi entravée par les politiques néolibérales qui livrent des pans entiers de l'industrie et de la production énergétique à des intérêts privés. Une maîtrise publique est indispensable. Un intervenant, dans la salle, évoque le nucléaire : « *Je ne fais aucune confiance au capitalisme pour gérer le nucléaire.* » Quant à ce retraité de l'aéronautique, son âge très avancé - « *bientôt 90 ans* » - ne l'empêche pas de se projeter dans l'avenir : « *Nous devons réfléchir à des formes d'action que nous n'avons pas connues.* »

Bruno Vincens



Photo D.R.

Etudiantes à l'ENSAV. De gauche à droite, Elyssa Smiri et Eva Frédouelle.

Travailler la terre, travailler le cuir

Les premières productions des étudiants de l'École nationale supérieure d'audiovisuel (Ensav) abordent souvent le monde du travail. C'est le cas cette année encore d'Elyssa Smiri et Eva Frédouelle, chacune à sa manière. La première est partie filmer le travail de la terre en Tunisie, là où ses oncles et cousins s'efforcent de faire pousser des arbres fruitiers. Son court-métrage s'intitule « *Terre de malheur* ». Le labeur est rude, pas mécanisé.

Les corps sont courbés, la production fruitière en déclin. La plantation de pommiers, sans doute pas vraiment choisie, n'est pas adaptée au climat et aux épisodes de sécheresse. Il faut arracher les arbres qui dépérissent. Les travailleurs des champs gardent malgré tout leur bonne humeur, leur humour, mais l'un d'eux avoue : « Mes enfants, je préfère qu'ils étudient et qu'ils partent. » Avec sa caméra Elyssa Smiri interroge l'avenir.

De son côté, Eva Frédouelle a choisi un tout autre décor pour son court-métrage « Mégisserie : Graulhet, dans le Tarn ». Dans l'une des rares usines encore en activité, une ouvrière se souvient : « On était la capitale du cuir. » La plupart de ces vastes sites industriels sont aujourd'hui à l'abandon. Le vent s'engouffre par les vitres cassées. On s'attend presque à y croiser des fantômes. Un artiste plasticien installé dans une mégisserie désaffectée est persuadé, la nuit, de sentir « des présences ».

Eva Frédouelle, toutefois, se garde bien d'idéaliser le passé : la mégisserie était une industrie très polluante, pestilentielle, agressive pour la nature comme pour les travailleurs du cuir. Aujourd'hui, des artistes, des comédiens ou musiciens ont investi certains de ces lieux, leur redonnant vie. L'activité culturelle ne peut sans doute pas suppléer pleinement l'activité industrielle, mais un lien s'est établi entre les deux.

Bruno Vincens

Du Larzac à l'Ariège

Deux films, deux époques, mais une problématique commune : vivre et travailler au pays. Sur le plateau du Larzac, comment produire le lait pour le roquefort si les éleveurs et leurs brebis sont chassés par l'extension du camp militaire ? Dans les vallées ariégeoises, comment trouver un emploi après la quasi disparition des usines Péchiney ? « Le Larzac, un pays qui veut vivre » a été réalisé en 1975 par Michel Cabirou,

Michel Barbut et Didier Durant. Plus récent, « Péchiney et après ? » est un documentaire de Gwladys Déprez et Valérie Guillaudot tourné entre 2010 et 2012.

Les trois réalisateurs du film sur le Larzac n'étaient pas tout à fait sortis de l'adolescence lorsqu'ils se sont saisis d'une caméra 8 mm. Bien plus tard, la copie a été déposée au Centre de conservation de la cinémathèque de Toulouse, qui l'a numérisée.

Ce film militant est caractéristique de son époque, assénant un discours bien arrêté. Mais ce long-métrage, replacé dans son contexte, ne manque pas d'intérêt, témoigne à travers un prisme idéologique revendiqué d'une longue lutte emblématique. Il s'efforce aussi de faire le lien entre les ouvriers gantiers de Millau et, tout près, les paysans du Larzac. On montre le travail des uns et des autres. Ainsi cet éleveur qui, levé dès 5 heures, procède deux fois par jour à la traite manuelle de ses brebis.

Plus sobre est « Péchiney et après ? », véritable enquête sur un territoire où les trois usines Péchiney (Auzat, Sabart et Mercus) employaient des milliers de

personnes pour produire de l'aluminium. Aujourd'hui ces sites industriels n'existent plus ou n'ont conservé qu'une poignée de salariés. « Quand une usine ferme, se désolent un ancien d'Auzat, c'est la vie de l'individu qui est en jeu, la vie de la vallée aussi. Beaucoup souffrent encore. »

La Haute Ariège vivait de Péchiney... mais parfois, elle en mourait. Les rejets des sites industriels étaient autant d'atteintes à la santé des salariés et des habitants de la vallée, guettés par la contamination au fluor. Les cancers étaient fréquents. Une infirmière de l'usine d'Auzat se souvient : « Il y avait des difficultés à respirer, ça piquait le nez, les yeux. » Et fait ce constat : « Depuis que l'usine est fermée, les oiseaux sont revenus. »

Après Péchiney, d'autres activités tentent de se développer : ski, tourisme, sports-nature et même randonnées avec des lamas. Mais cela peut-il suffire pour faire vivre les vallées ariégeoises ?

Bruno Vincens

Photo D.R.



De gauche à Droite, Philippe Leclerc et Ludovic Arberet, lors de la table-ronde

➔ « J'ai vécu une journée dans un camp de concentration » ➔

Document exceptionnel et émouvant, ce reportage journalistique écrit par Roger Lardenois au cœur même du camps de concentration* de Judes à Septfonds dans le Tarn-et-Garonne et publié le 26 mars 1939 l'hebdomadaire « La Jeune République ». Pendant plusieurs jours, du 5 au 12 mars, plus de 16 000 Républicains espagnols y sont entassés et surveillés par un millier de soldats français. Près de 30 000 internés séjourneront dans le camp.

Nous remercions Jean-Marc Labarta de Septfonds qui nous permis de prendre connaissance de cet article conservé à la Bibliothèque nationale de France.

Nous le publions dans son intégralité.

Septfonds est un heureux petit village de Guyenne, au nom bien français, entre Cahors et Montauban. Quelques centaines d'habitants y vivent paisiblement du commerce de l'ail et de l'élevage des moutons.

Il y a quelques semaines, des militaires sont venus. Ils ont réquisitionné la mairie, les écoles, des granges. Le lendemain, un régiment de tirailleurs sénégalais et quelques escadrons de dragons animaient de façon inaccoutumée les rues de la localité. A deux kilomètres, près du hameau de Judes (plus précisément hameau de Lalande sur lequel se trouve le camp de Judes. NDLR), on clôturait un champ immense d'un triple réseau de fils de fer barbelés ; en moins d'une semaine, le vieux chemin de terre communal faisait place à une large route empierrée ; des baraquements couverts de tôle ondulée apparaissaient : une véritable cité s'édifiait.

Quand tout fut construit, on vit arriver des détachements de la garde mobile. Enfin, vinrent les miliciens espagnols. On en attendait 10 000 ; il en arriva 16 000...

« Ils sont 20 000 maintenant, dit le chauffeur qui me conduit au camp. Plusieurs milliers couchent encore à la belle étoile ! »

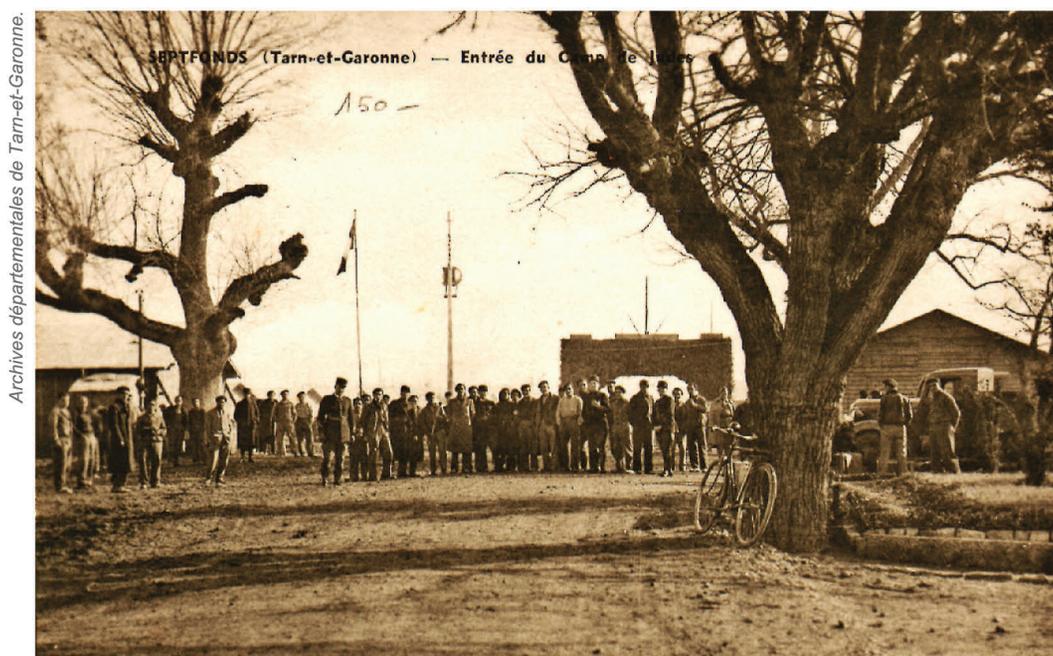
Précisément, dans le matin glacé, je viens de relever frileusement le col de mon pardessus. Dans la nuit, une couche de givre a blanchi les buissons qui bordent la route. Un peu de glace recouvre les flaques d'eau. Court arrêt à la mairie de Septfonds pour obtenir l'autorisation de me rendre jusqu'à Judes. On me prévient :

« Vous devrez vous tenir à l'entrée, près du corps de garde. Défense d'aller plus loin. Les Espagnols que vous voulez voir vous seront amenés... si on les trouve ».

Sur la nouvelle route, dont les cailloux aigus mettent à mal les pneus de la voiture, nous croisons de nombreux factionnaires en armes.

« Chaque nuit, explique mon conducteur, quelques miliciens s'évadent. Mais les alentours sont bien gardés et les évadés ne vont jamais loin ».

Entrée du camps de Septfonds (carte postale).



Archives départementales de Tarn-et-Garonne.

Lamentable spectacle...

J'abandonne la voiture et m'engage en plein champ. De loin, le camp ressemble à une immense foire grouillante de visiteurs. Mais, de près, quel lamentable spectacle je contemple ! De l'autre côté des barbelés, des milliers d'hommes, dont une barbe hirsute couvre le visage, stationnent, debout, enroulés dans des couvertures boueuses. Malgré le froid vif, quelques-uns, le torse nu, se lavent dans un ruisseau (5). A quelques mètres, en haut d'un mât, flotte un grand drapeau français. C'est l'entrée du camp.

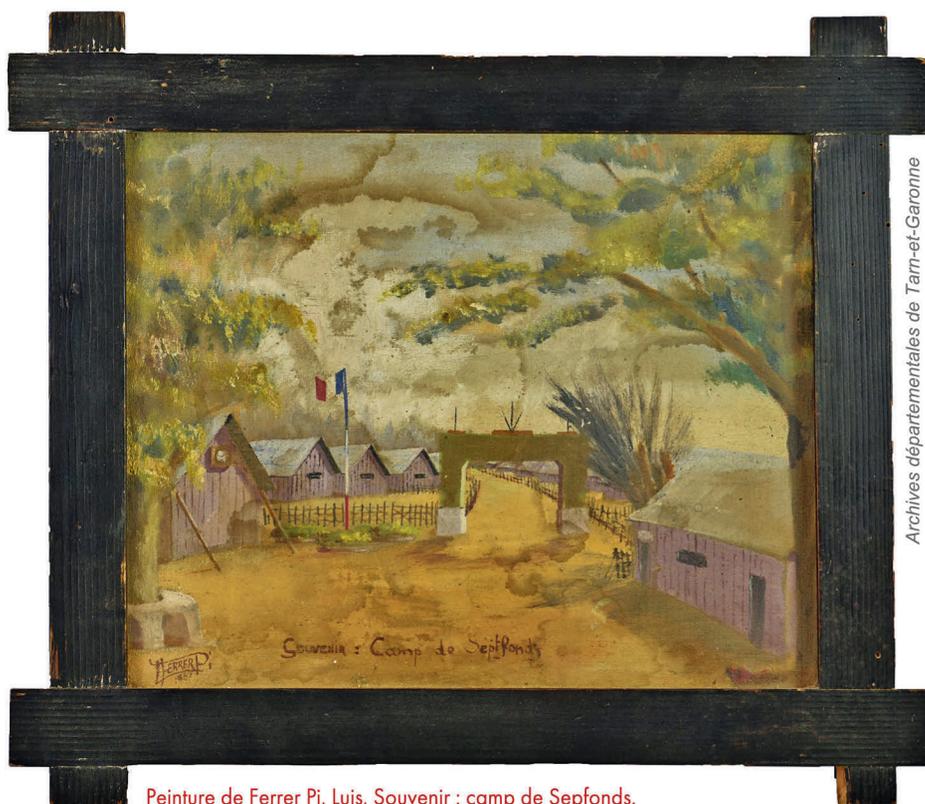
Interdiction de la franchir. Un lieutenant examine mes papiers. Il donne des ordres. Bientôt, la voix tonitruante d'un haut-parleur annonce en espagnol, aux amis dont j'ai donné le nom, qu'ils doivent se présenter à l'entrée.

Un long moment s'écoule. J'observe l'étrange spectacle qui se déroule sous mes yeux. Derrière la barricade, sous la conduite de gardes mobiles, des miliciens s'alignent en colonne pour accomplir les corvées. De place en place, auprès des barbelés, des géants sénégalais, au visage d'ébène affreusement balaféré, montent, baïonnette au canon, une garde implacable.

Voici enfin mes amis espagnols. Quelques instants émouvants, une fraternelle accolade. Nous nous sommes rencontrés un jour de septembre à Barcelone, dans le local de l'Union Démocratique. A la lueur d'un éclairage de fortune, nous avons longtemps conversé sans presque distinguer nos visages. Aujourd'hui, mes amis ne me reconnaissent que par le son de ma voix, qui leur disait à Barcelone des paroles d'espoir et d'admiration, qui tente de leur apporter maintenant des mots d'affection fidèle et de réconfort.

A l'intérieur du camp...

« Je leur dis mon intention d'entrer dans le camp. Ils consentent à m'aider à tromper la vigilance du service d'ordre. Je profite du passage d'une colonne de miliciens pour me mêler à leur groupe.



Peinture de Ferrer Pi, Luis, Souvenir : camp de Sepfonds.

Archives départementales de Tarn-et-Garonne
(1 Num 147-26, Collection Mizrahi)

Et me voici bientôt au cœur même de la foule des réfugiés.

Depuis dix jours, une sale petite pluie fine tombe, incessante. Le sol est recouvert d'une boue sur laquelle on glisse à chaque pas. Pour cette raison, les hommes ne se déplacent que très lentement. Beaucoup ne sont chaussés que de vieilles espadrilles.

Je contemple les baraquements. Au loin, ils m'avaient paru habitables. Je découvre maintenant avec stupéfaction qu'ils ne sont clos que sur un seul côté. Ce sont des hangars rudimentaires qui protègent de la pluie, mais sont totalement ouverts au froid et au vent. Pour se protéger, les miliciens ont élevé un petit mur de terre à une hauteur d'un mètre.

Mes amis me montrent leur place habituelle.

« Où dormez-vous ?

- Ici ».

Ils m'indiquent le sol, que dissimulent à peine deux ou trois centimètres de paille. Je n'en puis croire mes yeux.

« Mais vous devez avoir très froid ? »

Pas de réponse. Il semble que ces hommes ne consentent pas à dire un seul mot qui puisse être interprété comme un reproche. Au contraire, ils font tous l'éloge des gardes, des Sénégalais. Un jeune capitaine espagnol, officier de carrière, me salue au cri de « Vive la France ! ».

La nourriture, faite par les miliciens, paraît suffisante. On m'avoue seulement que l'épreuve physique la plus pénible est la quasi impossibilité d'être propre. La plupart des hommes se grattent : ils sont dévorés par la vermine. Il y a, certes, une installation de douches dans le camp. Mais il y faut attendre son tour pendant sept heures...

Souffrances morales...

J'interroge nos amis sur l'état moral des miliciens :

Tous souffrent beaucoup. Les uns ne peuvent s'accoutumer à l'inaction absolue qui leur est imposée. La plupart, surtout, sont torturés par la pensée que



Suite →

leur épouse ou leurs enfants, dont ils ne savent plus rien depuis des mois, sont dans le malheur.

J'assiste, peu après, à la distribution du courrier. Un immense silence règne soudain sur le camp, tout entier attentif à la voix du haut-parleur qui annonce le nom des quelques privilégiés pour lesquels une lettre est arrivée. Plusieurs miliciens me demandent d'expédier des lettres destinées à leur famille demeurée en Espagne.

Je lis sur les enveloppes des noms de villes qui évoquent tout un martyr : Badajoz, Lerida, Gerone... Pauvres lettres si chargées d'espoir, que je confierai pieusement à la poste, mais que, sans doute, l'impitoyable censure franquiste détournera du chemin de leurs destinataires !

On me montre le baraquement qui sert d'infirmerie. Il est tenu par des médecins espagnols. La place y est cruellement limitée : c'est en vain que des vieillards de plus de 60 ans qui sollicitaient un lit ont tenté d'y être admis.

Sur la terre glacée...

Et voilà le plus déchirant tableau contemplé durant cette journée : plus de mille hommes n'ont pu trouver place dans les baraquements bondés. Et, depuis dix jours, on les a parqués dans une enceinte, sans abri. Ils dorment sur la terre nue, boueuse, sans qu'aucune autre construction que celle qu'ils ont édifiée de leurs mains, avec la terre, les abrite du froid implacable. Beaucoup ne peuvent parvenir à trouver le sommeil : durant les longues veillées nocturnes, ils marchent pour résister à l'engourdissement et au froid.

Et ceci se passe, - j'insiste -, le 19 mars, c'est-à-dire six semaines après l'arrivée des réfugiés en France ! Quelle explication les pouvoirs publics responsables invoqueront-ils pour excuser ce scandale ?

J'ai vu là des professeurs d'université, des instituteurs, des artistes, des écrivains

dont les noms sont parmi les plus glorieux de l'Espagne moderne.

Ces hommes, que rien ne préparait à ces épreuves physiques, acceptent avec une admiration stoïcisme un martyr qu'ils partagent avec la foule des héros vaincus qui les entourent. Ces hommes, dont certains sont âgés, ont, pour la plupart, une famille en Espagne, des biens, une brillante situation. Et voici que, tandis que, de mon mieux, je m'efforçais de mettre un peu d'espoir et de confiance dans leur

cœur, certains d'entre eux n'ont pu contenir leurs larmes. Est-il quelque spectacle plus poignant que celui de larmes versées par de tels hommes ?...

Et j'ai osé leur demander s'ils consentiraient à retourner chez eux si, demain, des garanties de sécurité leur étaient données. J'entends encore leur réponse passionnée :

« Jamais, jamais, aussi longtemps que l'Espagne aura de tels maîtres. »

Une promesse...

Je leur ai promis que nous ne les abandonnerions pas, que nous les aiderions à refaire leur vie. Je leur ai promis que nous leur témoignerions, dans la défaite, une solidarité plus grande encore que celle que nous leur réservions dans la victoire. Et j'ai perçu dans leurs yeux, pendant que je leur parlais, une lueur d'espoir, de confiance et d'infinie gratitude.

Je demande à nos amis de m'aider à tenir la promesse qu'en leur nom j'ai faite à ces glorieux vaincus.

Roger Lardenois
26 mars 1939, hebdomadaire
« La Jeune République »

* Le terme « camp de concentration » est celui employé dans les documents et décrets officiels de la République à la fin des années 30 puis par le gouvernement de Vichy.



ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

IRHS

Mardi 30 janvier 2024

Invitation A tous les adhérents et adhérents

L'Assemblée générale de l'Institut régional d'histoire sociale Midi-Pyrénées aura lieu le Mardi 30 janvier 2024

à Toulouse

Salle Canal du Midi chez Mutami
70 boulevard Matabiau (Métro Canal du Midi (ligne B) Sortie Conseil départemental)

A partir de 9 heures

A l'ordre du jour de l'AG :

-Bilan d'activité de l'IRHS.

-Bilan financier.

-Projets d'activités à venir. (le 80^{ème} anniversaire du programme du CNR, 40 ans de l'IRHS avec un colloque sur la CGT, le sport et les JO, les initiatives sur le traitement et conservation des Archives, plus vos propositions ...)

-Adhésions collectives à l'IRHS. Diffusion de « Repères » ...

-Election du Conseil d'administration

Rappel :

(7) Chaque adhérent-e individuel ou collectif (syndicats CGT, UD) de l'IRHS à jour de sa cotisation 2022 sera convié (e) à participer à l'AG avec voix délibérative.

(8) Les IDHS participent avec une délégation de leur direction (bureau ou CA) .

Repas convivial

14 heures : Projection du film « **Une histoire du CNR** » de Jeanne Menjoulet. Suite à la découverte des archives de Louis Saillant, un livre est publié (« **Les jours heureux** ») puis ce film-documentaire. Discussion à l'issue de la projection.

IMPORTANT : Pouvez vous confirmer assez vite votre participation par mail : irhs.mp@orange.fr

Mutami
LE LIEN SOLIDAIRE

Retrouvez les coordonnées de vos agences Mutami en
Midi-Pyrénées sur www.mutami.fr.

SANTÉ

PRÉVENTION

MUTUELLE

MILITANTE

Prix d'un appel local

 **09 77 425 525**

MUTAMI, mutuelle soumise aux dispositions du livre II du Code de la mutualité, immatriculée au répertoire SIRENE sous le numéro 776 950 677, dont le siège est au 70 boulevard Matabiau CS 46951 31069 Toulouse Cedex 7.
Mutuelle soumise à l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR : 4 place de Budapest - CS 92459 - 75436 Paris)

Toujours mieux
vous protéger...



 **N°Cristal 0 969 36 80 80**

APPEL NON SURTAXE

 **mutaero**
Vous respirez la santé

 www.mutaero.net

 **MUTUALITÉ
FRANÇAISE**



LA RÉGION SOUTIENT L'ÉCONOMIE DU CINÉMA ET DE L'AUDIOVISUEL

L'Occitanie se place désormais dans le trio de tête des régions qui attirent le plus grand nombre de jours de tournage et bénéficie ainsi d'importantes retombées économiques sur l'ensemble du territoire.

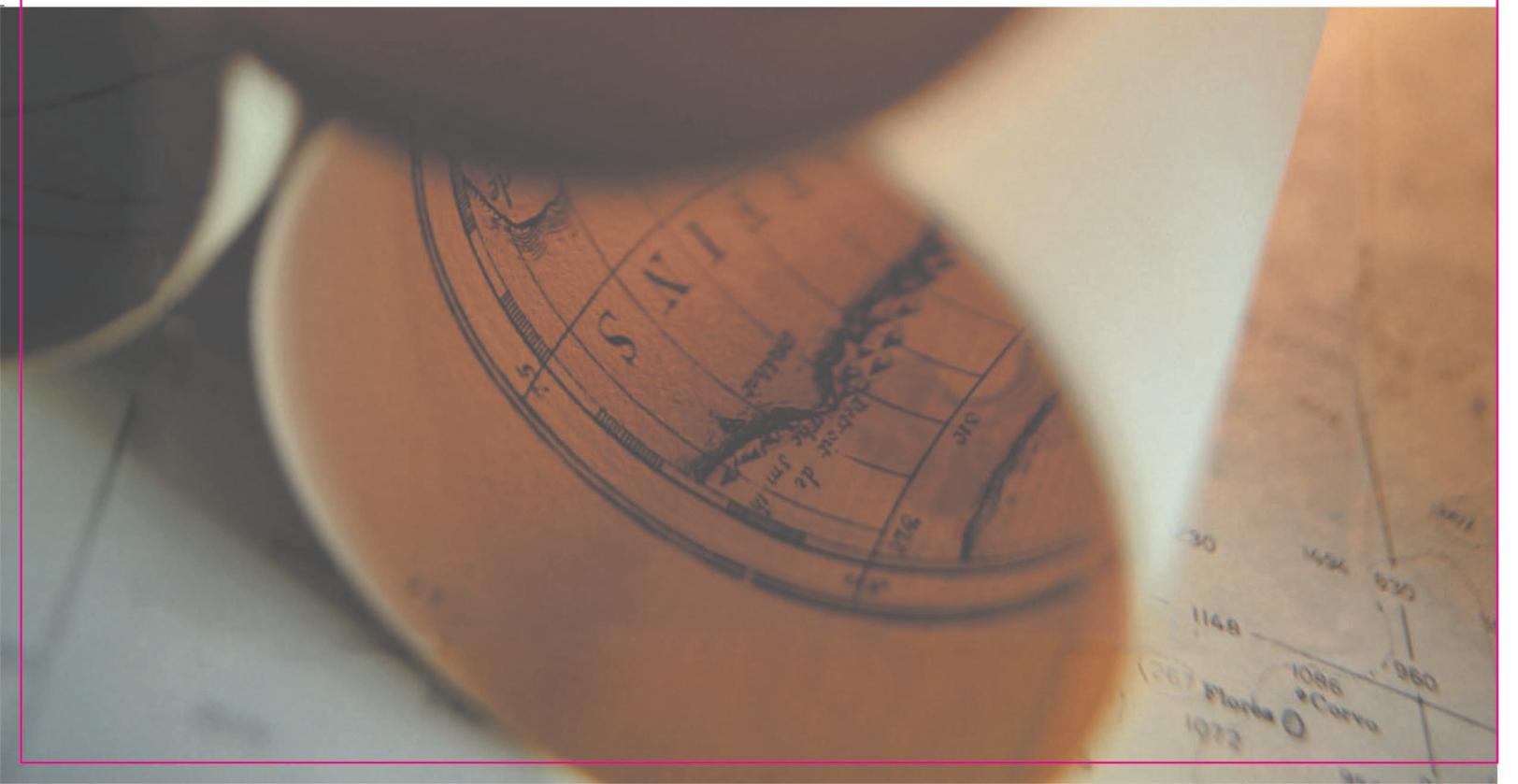
En consacrant 4,75 M€ à la création audiovisuelle, la Région contribue au développement et à l'attractivité du territoire régional et favorise l'emploi de techniciens et comédiens locaux.



laregion.fr

**C'EST EN NOUS, C'EST ICI
OCCITANIE**

SOLIDAIRE



la Région Occitanie / Pyrénées-Méditerranée - Direction de la communication et de l'information citoyenne - photo Laurent Baucoussat